



CHAPITRE 87

Loi prévoyant la constitution de corporations pour détenir des cimetières catholiques romains

[Sanctionnée le 4 février 1960]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 313A,
aj.

1. Les statuts refondus, 1941, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 313, le suivant:

"CHAPITRE 313A

"LOI CONCERNANT LES CORPORATIONS
DE CIMETIÈRES CATHOLIQUES
ROMAINS

SECTION I

PRÉLIMINAIRES

Titre
abrégé.

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des corporations de cimetières catholiques romains*.

Défini-
tions:

"corpora-
tion";

"organisme pa-
roissial";

"2. En la présente loi, à moins d'incompatibilité, le terme

a) "corporation", désigne une corporation constituée sous le régime de la présente loi;

b) "organisme paroissial", désigne une fabrique ainsi qu'un organisme détenant une église ou un oratoire public servant au culte catholique romain;

CHAPTER 87

An Act to provide for the formation of corporations to hold Roman Catholic cemeteries

[Assented to, the 4th of February, 1960]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Revised Statutes, 1941, are amended by adding thereto, after chapter 313, the following:

R.S.,
c. 313A,
added.

"CHAPTER 313A

"AN ACT RESPECTING ROMAN
CATHOLIC CEMETERY CORPORATIONS

DIVISION I

PRELIMINARIES

"1. This act may be cited as the *Roman Catholic Cemetery Corporations Act*.

Short
title.

"2. In this act, saving inconsistency, the term

Defini-
tions:

a. "corporation" means a corporation constituted under this act;

"corpora-
tion";

b. "parochial body" means a fabrique as well as a body holding a church or a public chapel used for Roman Catholic worship;

"parochial
body";

"cimetière catholique romain";
"évêque";

c) "cimetière catholique romain", désigne un cimetière accepté par l'évêque du lieu comme cimetière catholique romain;

d) "évêque", désigne un archevêque, un évêque, un exarque, un abbé nullius, un vicaire apostolique, un préfet apostolique et un administrateur apostolique;

"évêque du lieu";

e) "évêque du lieu", désigne le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque du diocèse catholique romain ou de la division ecclésiastique catholique romaine comprenant dans ses limites l'endroit du siège social d'une corporation; cependant pour la présentation d'une requête demandant de constituer un cimetière en corporation le terme "évêque du lieu" désigne le clerc ayant juridiction comme tel à l'endroit proposé comme siège social de la corporation à être constituée;

"curé";

f) "curé", désigne le clerc exerçant à l'occasion la fonction de curé d'une paroisse catholique romaine ou le recteur d'une église ou d'un oratoire public servant au culte catholique romain;

"visiteur";

g) "visiteur", désigne l'évêque du lieu ou toute autre personne désignée comme visiteur par tel évêque du lieu.

c. "Roman Catholic cemetery" means "Roman Catholic cemetery";
d. "bishop" means an archbishop, a bishop, an exarch, an abbot nullius, a vicar apostolic, an apostolic prefect and an apostolic administrator;

e. "bishop of the place" means the clergyman acting for the time being as bishop of the Roman Catholic diocese or of the Roman Catholic ecclesiastical division comprising within its limits the place of the corporate seat of a corporation; however for the presentation of a petition for the incorporation of a cemetery, the term "bishop of the place" means the clergyman having jurisdiction as such at the place proposed for the corporate seat of the corporation to be constituted;

f. "rector" means the clergyman acting for the time being as rector of a Roman Catholic parish or the rector of a church or public chapel used for Roman Catholic worship;

g. "visitor" means the bishop of the place or any other person appointed as visitor by such bishop of the place.

SECTION II

CONSTITUTION

Plusieurs organismes en une seule corporation.

"3. Le lieutenant-gouverneur, par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province, peut constituer en corporation deux ou plusieurs organismes paroissiaux sous le nom et aux conditions mentionnées en la requête de ces organismes demandant leur constitution en corporation sous le régime de la présente loi.

Contenu de la requête.

"4. La requête doit mentionner

a) les noms, sièges sociaux et modes de constitution des organismes paroissiaux requérants;

b) les nom et siège social de la corporation à être constituée;

c) les pouvoirs à être attribués à la corporation en sus de ceux mentionnés ci-après à l'article 23, ainsi que les règles pour leur exercice;

d) les nom, prénoms, profession et adresse de la personne désignée comme président provisoire de la corporation.

DIVISION II

INCORPORATION

"3. The Lieutenant-Governor in Council, by letters patent issued under the Great Seal of the Province, may incorporate two or more parochial bodies under such name and upon such conditions as are mentioned in the petition of such bodies for incorporation under this act.

Many bodies in a sole corporation.

"4. The petition shall mention

a. The names, corporate seats and modes of constitution of the petitioning parochial bodies;

b. the name and corporate seat of the corporation to be constituted;

c. the powers to be assigned to the corporation in addition to those hereinafter mentioned in section 23, as well as the rules governing their exercise;

d. the name in full, occupation and address of the person designated as provisional chairman of the corporation.

contents of petition.

- Signature. "5. La requête doit être signée par trois représentants de chacun des organismes paroissiaux et aussi par le curé de l'église ou de l'oratoire détenu par chacun des organismes requérants. "5. The petition must be signed by three representatives of each of the parochial bodies and also by the rector of the church or chapel held by each of the petitioning bodies.
- Approba-
tion. "6. La requête doit aussi porter l'approbation écrite de l'évêque du lieu. "6. The petition must also bear the written approval of the bishop of the place.
- Assenti-
ment
requis. "7. L'autorité administrative de chaque organisme paroissial, soit pour une fabrique, le corps des marguilliers, doit donner son assentiment à la présentation de la requête et désigner, en outre du curé, les représentants qui la signeront. "7. The administrative authority of each parochial body, namely the board of church-wardens in the case of a fabrique, must consent to the presentation of the petition and designate, in addition to the rector, the representatives who are to sign it.
- Produc-
tion. Les requérants doivent produire avec la requête l'assentiment écrit de chaque organisme qui, dans le cas d'un organisme doté d'un corps d'administrateurs, doit être constaté par une résolution d'un tel corps. The petitioners must file with the petition the written consent of each body which, in the case of a body having an administrative board, must be stated by a resolution of such board.
- Avis. "8. Un avis de l'émission des lettres patentes constituant la corporation est publié dans la *Gazette officielle de Québec* par le secrétaire de la province. "8. Notice of the issue of the letters patent constituting the corporation shall be published in the *Quebec Official Gazette* by the Provincial Secretary.

SECTION III

DIVISION III

ASSEMBLÉE D'ORGANISATION

ORGANIZATION MEETING

- Convo-
cation. "9. Dès l'émission des lettres patentes constitutives d'une corporation, le président provisoire convoque en assemblée au lieu, jour et heure qu'il fixe, les curés et les représentants de chacun des organismes paroissiaux qui ont signé la requête. "9. Upon the issue of the letters patent constituting a corporation, the provisional chairman shall call a meeting of the rectors and representatives of each of the parochial bodies which signed the petition, to be held at the place, on the day and at the hour fixed by him.
- Avis à
l'évêque. Le président provisoire doit informer l'évêque du lieu de la tenue de l'assemblée; ce dernier a le droit d'y assister ou de s'y faire représenter. The provisional chairman must inform the bishop of the place of the holding of such meeting; the bishop may attend or be represented at the meeting.
- Règle-
ment de
repré-
sentation. "10. A cette assemblée les curés et les représentants présents adoptent, à la majorité des voix, un règlement déterminant pour chaque organisme paroissial membre de la corporation, le nombre de délégués, en outre du curé, qui doivent le représenter aux assemblées de la corporation. "10. At such meeting the rectors and representatives present shall adopt, by a majority of votes, a by-law determining for each parochial body which is a member of the corporation, the number of delegates, in addition to the rector, who will represent it at the meetings of the corporation.
- Approba-
tion. Un tel règlement n'entre en vigueur que sur l'approbation de l'évêque du lieu. Such by-law shall take effect only upon approval by the bishop of the place.

Ajourne-
ment.

"11. Le président provisoire peut à l'occasion ajourner l'assemblée des curés et des représentants et, s'il y a nécessité, les convoquer à nouveau.

"11. The provisional chairman may, as occasion arises, adjourn the meeting of the rectors and representatives and, if need be, reconvene them.

Substi-
tuts.

"12. L'évêque du lieu peut nommer et désigner à l'occasion tout substitut au président provisoire ou au représentant qui par décès, maladie ou incapacité ne peut agir comme tel.

"12. The bishop of the place may appoint and disignate, if need be, any substitute for the provisional chairman or for a representative who, on account of death, illness or in capacity, is unable to act as such.

Fonctions
termi-
nées.

"13. Les représentants des organismes paroissiaux cessent d'agir comme tels dès l'approbation par l'évêque du lieu du règlement ci-dessus prévu de la corporation.

"13. The representatives of the parochial bodies shall cease to act as such upon approval by the bishop of the place of the by-law of the corporation above provided for.

Idem.

"14. Le président provisoire de la corporation demeure en fonction jusqu'à la nomination par la corporation d'un président permanent.

"14. The provisional chairman of the corporation shall remain in office until the corporation appoints a permanent chairman.

SECTION IV

DIVISION IV

MEMBRES ET DÉLÉGUÉS

MEMBERS AND DELEGATES

Exercice
de droits.

"15. Les droits de chaque membre de la corporation sont exercés par les délégués, désignés à l'occasion tel qu'il est ci-après déterminé, qui assistent aux assemblées de la corporation et qui exercent les droits de vote reconnus par les règlements de la corporation.

"15. The rights of each member of the corporation shall be exercised by the delegates, designated as the occasion requires in the manner hereinafter determined, who shall attend the meetings of the corporation and vote as provided by the by-laws of the corporation.

Choix des
délégués
de chaque
organism-
me.

"16. Tout organisme paroissial membre d'une corporation, dès l'approbation du règlement ci-dessus prévu, doit désigner, en outre du curé qui l'est de droit, des délégués au nombre établi par tel règlement pour assister aux assemblées de la corporation et pour exercer ses droits de membre. Telle désignation est faite par l'autorité administrative de l'organisme paroissial.

"16. Every parochial body, which is a member of the corporation, upon approval of the by-law above provided for, shall designate, in addition to the rector who is one *de jure*, as many delegates as are indicated by such by-law, to attend the meetings of the corporation and exercise its rights as a member. Such designation shall be made by the administrative authority of the parochial body.

Curé délé-
gué de
droit.

"17. Le curé exerçant son ministère dans l'église ou l'oratoire détenu par un organisme paroissial est, de droit, délégué de ce dernier aux assemblées de la corporation.

"17. The rector ministering in the church or chapel held by a parochial body shall be *de jure* that body's delegate at meetings of the corporation.

Veto de
l'organism-
me paroissial,
etc.

"18. L'organisme paroissial membre de la corporation peut, en agissant à l'occasion par son autorité administrative,

"18. A parochial body which is a member of the corporation, acting, as occasion requires, through its adminis-

révoquer à volonté les délégués qu'il a désignés et les remplacer; mais, pour assister aux assemblées de la corporation, il doit toujours avoir des délégués au nombre fixé par les règlements de cette dernière.

Délégués désignés par l'évêque.

L'évêque du lieu peut à l'occasion désigner le ou les délégués de tout organisme paroissial qui, bien que requis, néglige ou refuse de désigner tel ou tels délégués.

Organismes admis.

"19. La corporation peut, aux conditions qu'elle détermine, admettre comme membre tout organisme paroissial qui est autorisé à telle fin par l'évêque du lieu et par son autorité administrative.

Démission.

"20. Tout organisme paroissial peut démissionner comme membre de la corporation, pourvu qu'il y soit autorisé par l'évêque du lieu et par son autorité administrative.

Inhumations.

"21. Toute corporation est tenue, si requise, de donner, aux conditions établies par ses règlements, l'inhumation aux défunts qui habitaient le territoire sur lequel a juridiction un de ses membres ou qui s'y trouvaient au moment de leur décès.

trative authority, may revoke at will the mandate of the delegates appointed by it and replace them; but in order to be represented at meetings of the corporation, it must always have the number of delegates fixed by the by-laws of the corporation.

The bishop of the place may, at need, designate the delegate or delegates of any parochial body which, though so required, fails or refuses to designate such delegate or delegates.

Delegates designated by bishop.

"19. The corporation may, upon such conditions as it determines, admit as a member any parochial body authorized for such purpose by the bishop of the place and by its administrative authority.

Bodies admitted.

"20. Any parochial body may resign as a member of the corporation, provided that it be so authorized by the bishop of the place and by its administrative authority.

Resignation.

"21. Every corporation is bound, if so required, to grant burial, upon the conditions established by its by-laws, to deceased residents of the territory over which any of its members has jurisdiction, or persons who died while sojourning there.

Burials.

SECTION V

FINS ET POUVOIRS

Fins.

"22. Les fins de la corporation sont la détention et l'administration de cimetières catholiques romains.

Pouvoirs corporatifs.

"23. La corporation a de droit les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement les suivants:

- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) ester en justice;
- c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise en relation avec ses fins;
- d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des cimetières, chapelles, résidences de clercs, maisons d'employés;

DIVISION V

OBJECTS AND POWERS

"22. The objects of the corporation shall be the holding and administration of Roman Catholic cemeteries.

Objects.

"23. The corporation shall *de jure* have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following:

Corporate powers.

- a. to have a seal and alter it at will;
- b. to appear before the courts;
- c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;
- d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage cemeteries, chapels, residences for clerics and houses for employees;

e) émettre, endosser, transiger des lettres de change, billets, et autres effets négociables;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

g) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

h) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

i) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

j) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

k) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom ou soit au nom de fiduciaires;

l) accepter, tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) acquérir par expropriation, avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, tout bien immobilier jugé nécessaire à la poursuite de ses fins et situé dans le diocèse ou la division ecclésiastique de l'évêque du lieu;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer, et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) vendre, céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses

e. to issue, endorse and negotiate bills of exchange, notes and other negotiable instruments;

f. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;

g. to bind itself and bind others towards it in any legal manner;

h. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

i. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

j. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment or the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act or any act that may replace the latter;

k. to invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

l. to accept any gift, legacy or other liberality;

m. to acquire, possess, administer and alienate any moveable and immovable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

n. to acquire by expropriation, with the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council and upon such conditions as he determines, any immovable property deemed necessary for the pursuit of its objects and situated in the diocese or ecclesiastical division of the bishop of the place;

o. to erect, possess, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its ends, on its immovables or on those of which it has the enjoyment and to contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. to sell, assign or otherwise alienate all or any part of its undertakings and

entreprises et oeuvres gratuitement ou pour toute considération jugée appropriée;

q) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en oeuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

r) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

s) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des oeuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en oeuvre de ses pouvoirs;

t) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des oeuvres en relation avec ses fins;

u) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

works, gratuitously or for any consideration deemed sufficient;

q. to make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

r. to solicit promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

s. to make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

t. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

u. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immeubles inutiles.

"24. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de vingt-cinq années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

"24. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immovables which, for a period of twenty-five consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Immoveables not utilized.

Fondations.

"25. La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur, accepter des fondations pour fins religieuses, pieuses et charitables, conséquemment, recevoir comme dépositaire légal, ministre fiduciaire, légataire et donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

"25. The corporation, when authorized by its visitor, may accept endowments for religious, pious and charitable purposes and consequently receive, as legal depositary, fiduciary agent, legatee and donee, the property given or transferred by gift, will or otherwise, by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endowments.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chaque tel patrimoine, peut en exercer tous les droits de propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte qui en indique la consistance.

Droit de
contrôle
applica-
ble.

Les droits de contrôle reconnus au visiteur de la corporation par l'article 37 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

Règle-
ments.

"26. La corporation peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les pouvoirs et devoirs de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la constitution, la nomination et la régie des comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;
- d) la représentation, nonobstant la réglementation adoptée lors de l'organisation de la corporation, des membres aux assemblées de la corporation, laquelle représentation peut être différente pour chaque membre;
- e) la contribution exigible des membres ainsi que les critères pour en déterminer le montant;
- f) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, oeuvres et entreprises;
- g) la poursuite, d'une manière générale de ses fins.

Appro-
bation.

Ces règlements, pour valoir, doivent être approuvés par le visiteur de la corporation.

Règle-
ments.

"27. La corporation peut aussi, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

- a) les conditions de concession de lots de cimetières et les droits et obligations qui en découlent ainsi que les conditions de reprise des lots concédés;

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each showing the composition thereof.

Distinct
patri-
mony.

The rights of control vested in the visitor of the corporation by section 37 shall apply to all acts done by the latter in the exercise of the powers resulting from this section.

Right of
control
applica-
ble.

"26. The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

- a. its internal management;
- b. the appointment, functions, powers and duties of its officers, agents and servants;
- c. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards, or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects and charged with the exercise of all or any of its powers;
- d. the representation, notwithstanding the by-laws adopted at the time of the organization of the corporation, of members at meetings of the corporation, which representation may be different for each member;
- e. the contribution exigible from members and the criteria used for determining the amount thereof;
- f. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;
- g. the pursuit of its objects generally.

By-laws.

Such by-laws, in order to come into force, must be approved by the visitor of the corporation.

By-laws.
Approval.

"27. The corporation may also, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

- a. the conditions respecting the concession of cemetery lots and the rights and obligations resulting therefrom as well as the repossession of conceded lots;

By-laws.

b) les personnes pouvant être inhumées dans le cimetière et dans les lots concédés;

c) la dévolution des lots concédés en cas de décès du concessionnaire et des détenteurs subséquents à défaut de dispositions testamentaires y pourvoyant;

d) les monuments, décorations, inscriptions et autres ouvrages placés ou faits sur les lots concédés.

Approba-
tion.

Ces règlements, pour entrer en vigueur, doivent être approuvés par l'évêque du lieu.

b. the persons who may be buried in the cemetery and in conceded lots;

c. the devolution of conceded lots on the death of the concessionary and subsequent holders without testamentary provision therefor;

d. the monuments, decorations, inscriptions and other works placed or made on conceded lots.

Such by-laws, in order to come into force, must be approved by the bishop of the place. Approval.

Conces-
sions
annu-
lées.

"28. Sur preuve qu'un lot ou une fosse dans un cimetière est abandonné depuis plus de trente ans, la Cour de magistrat ayant juridiction à l'endroit du siège social de la corporation peut, à la requête de cette dernière, annuler, aux conditions qu'elle fixe, la concession ou la détention de tel lot ou fosse et l'attribuer à la corporation requérante, même si le détenteur n'est pas mis en cause. La cour, avant de prendre en considération la requête, fixe la date de son audition et les avis à être donnés et détermine les personnes à qui elle doit être signifiée, si elles sont connues.

"28. Upon proof that a lot or grave in a cemetery has been abandoned for more than thirty years, the Magistrate's Court having jurisdiction at the place of the corporate seat of the corporation may, upon petition by the latter, annul, on such conditions as it determines, the concession or possession of such lot or grave and restore it to the petitioning corporation, even if the holder has not been made a party to the proceedings. The Court, before considering the petition, shall fix the date for hearing the same and the notices to be given, and determine upon what persons it must be served, if they are known. Conces-
sions
annulled.

Idem.

Les droits reconnus par le présent article peuvent être exercés non seulement par une corporation régie par la présente loi, mais encore par toute corporation détenant un cimetière catholique romain.

The rights granted by this section may be exercised not only by a corporation governed by this act, but also by any corporation holding a Roman Catholic cemetery. Idem.

Change-
ment de
nom, etc.

"29. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut modifier son nom corporatif ou l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province; toute telle modification est communiquée au secrétaire de la province qui en donne avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

"29. The corporation, when thereto authorized by its visitor, may change its corporate name or the place of its corporate seat, which must be located in the Province; every such change must be notified to the Provincial Secretary, who shall give notice thereof in the *Quebec Official Gazette*. Change of
name, etc.

Pouvoirs
augmen-
tés, etc.

"30. Le lieutenant-gouverneur peut, à la requête de la corporation, émettre des lettres patentes supplémentaires augmentant ou modifiant ses pouvoirs ainsi que les règles pour leur exercice; un avis de l'émission des lettres patentes supplémentaires est publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*.

"30. The Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of the corporation, may issue supplementary letters patent increasing or amending its powers as well as the rules for their exercise; notice of the issue of the supplementary letters patent shall be published by the Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette*. Powers
increased,
etc.

SECTION VI

EXERCICE DE POUVOIRS

Assemblée des délégués.

"31. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par l'assemblée des délégués qui peut, par règlements approuvés par l'évêque du lieu, confier l'exercice de certains pouvoirs à un comité administratif, à un titulaire ou à un organisme désigné au règlement.

Obligation.

"32. Les décisions validement prises par la corporation lient ses membres.

Décisions à la majorité.

"33. Les décisions prises aux assemblées de la corporation sont prises à la majorité des voix des délégués, mais les règlements peuvent édicter que, dans certains cas, les décisions seront prises selon un autre mode.

Pouvoirs de la corporation.

"34. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants:

- a) Le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles;
- b) Le pouvoir de faire des constructions;
- c) Le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner ou d'abandonner une oeuvre ou une entreprise;
- d) Le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 25;
- e) Les pouvoirs énoncés aux paragraphes *h, i, j, k, n, p, q, r, s* et *t* de l'article 23.

Fonds d'amortissement.

"35. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

Certificat, etc.

Ces bons et obligations doivent, en plus des signatures des personnes autorisées à les signer, être certifiés par l'évêque du lieu ou une autre personne autorisée par cet évêque, attestant que l'émission de ces bons ou obligations a été autorisée par ledit évêque du lieu.

Archives.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout

DIVISION VI

EXERCISE OF POWERS

Meeting of delegates.

"31. The rights and powers of the corporation shall be exercised by the meeting of delegates who may, by by-law approved by the bishop of the place, assign the exercise of certain powers to an administrative committee, officer or body designated in the by-law.

Obligation.

"32. Decisions validly taken by the corporation shall bind its members.

Decisions by majority.

"33. Decisions at meetings of the corporation shall be taken by the majority of the voting delegates, but the by-laws may enact that in certain cases, the decisions shall be taken otherwise.

Powers of corporation.

"34. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise, in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

- a. The power to acquire or to alienate immovables;
- b. The power to erect structures;
- c. The power to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;
- d. The power to accept the endowments referred to in section 25;
- e. The powers enumerated in paragraphs *h, i, j, k, n, p, q, r, s* and *t* of section 23.

Sinking-fund.

"35. The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Certificate, etc.

Such bonds and debentures, in addition to the signatures of the persons authorized to sign them, must be certified by the bishop of the place or another person authorized by him, establishing that the issue of such bonds or debentures was authorized by the said bishop of the place.

Records.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party;

intéressé peut, à l'occasion et sans frais, consulter cette copie et en prendre extrait.

any person interested may, on occasion, refer to such copy and make extracts therefrom without cost.

Valeurs mobilières.

"36. Les bons et obligations de la corporation sont considérés des valeurs mobilières qui, au sens de l'article 981^o du Code civil, peuvent être valablement acquises et détenues par ceux qui administrent des biens appartenant à autrui.

"36. The bonds and debentures of the corporation shall be deemed securities which, within the meaning of article 981^o of the Civil Code, may validly be acquired and held by persons administering property belonging to others.

Securities.

Pouvoirs du visiteur.

"37. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses oeuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de telles oeuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire pour telles fins.

"37. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Powers of visitor.

SECTION VII

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Cimetières.

"38. La corporation

a) peut utiliser comme cimetière ou agrandissement de cimetière tout immeuble qui a été déclaré acceptable pour telle fin par le ministre de la santé;

b) doit cesser d'ainsi utiliser tout immeuble que le ministre de la santé déclare ne plus être utilisable comme cimetière.

"38. The corporation

a. may use as a cemetery or for the enlargement of a cemetery any immovable which has been declared suitable for such purpose by the Minister of Health;

b. must cease so to use any immovable which the Minister of Health declares to be no longer suitable for use as a cemetery.

Cimetières.

Autorisation.

"39. Sous réserve du droit reconnu au ministre de la santé à l'article précédent, la corporation ne peut utiliser un immeuble comme cimetière ou comme agrandissement de cimetière à moins d'y avoir été spécialement et préalablement autorisée par l'évêque du lieu.

"39. Subject to the right of the Minister of Health as mentioned in the preceding section, the corporation shall not use an immovable as a cemetery or enlargement of a cemetery unless previously and specifically so authorized by the bishop of the place.

Authorization.

Aliénation d'immeuble.

"40. La corporation ne peut aliéner un immeuble ayant servi comme cimetière avant d'avoir obtenu les autorisations requises pour en exhumer les corps et de les avoir placés dans un autre cimetière.

"40. The corporation shall not alienate an immovable which has been used as a cemetery until it has secured the authorizations required for disinterring the bodies buried there and has placed them in another cemetery.

Alienation of immovable.

Privilege.

"41. Tout immeuble utilisé par la corporation comme cimetière

"41. Every immovable used by the corporation as a cemetery

Privilege.

a) est de droit soustrait au piquetage minier et ne peut être l'objet d'une concession minière;

b) ne peut être affecté de lignes homologuées résultant de plans faits par les municipalités et approuvés par les tribunaux.

a. shall be *de jure* exempt from the staking of mining claims and cannot be included in a mining concession;

b. cannot be affected by homologated lines resulting from plans made by municipalities and approved by the courts.

Privi-
lège.

"42. La corporation ne poursuivant aucun but lucratif, les biens qu'elle possède dans le but de poursuivre ses fins ou de loger ses aides et employés sont considérés comme biens possédés pour les fins pour lesquelles elle a été constituée et jouissent des privilèges propres à tels biens.

"42. The corporation being a non-profit organization, the property owned by it for the pursuit of its objects or to house its assistants and employees shall be considered as property owned for the purposes for which it was constituted and shall enjoy the privileges attached to such property.

Privi-
lège.

Disposi-
tions ap-
plicables.

"43. La corporation doit se conformer aux dispositions de la Loi des inhumations et des exhumations.

"43. The corporation must comply with the provisions of the Burial Act.

Provisions
to apply.

Registres
civils.

"44. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser toute corporation qui le lui demande par requête avec l'autorisation de l'évêque du lieu, à tenir des registres civils d'inhumation et d'exhumation, lesquels sont des registres de l'état civil au sens du Code civil.

"44. The Lieutenant-Governor in Council may authorize any corporation which applies to him therefor by petition, with the authorization of the bishop of the place, to keep civil registers of interments and disinterments, which shall be registers of civil status under the meaning of the Civil Code.

Civil
registers.

Idem.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi accorder une semblable autorisation à toute corporation de cimetière déjà existante qui lui en fait la demande avec l'assentiment de l'évêque du lieu.

The Lieutenant-Governor in Council may also grant similar authorization to any cemetery corporation already existing which applies for it with the consent of the bishop of the place.

Idem.

Choix
de l'offi-
cier.

Lorsqu'une telle autorisation est donnée, il appartient à l'évêque du lieu de désigner le ministre du culte qui est chargé de tenir ces registres d'inhumation et d'exhumation.

When such authorization is granted, it shall be for the bishop of the place to designate the clergyman to be charged with the keeping of such registers of interments and disinterments.

Choise
of officer.

Cession.

"45. Tout organisme paroissial, avec l'assentiment de l'évêque du lieu et sur la seule autorisation de son conseil d'administration, peut céder, aux conditions qu'il fixe et même gratuitement, à la corporation dont il est membre, tout immeuble utilisé comme cimetière ou destiné à être utilisé comme tel.

"45. Any parochial body, with the approval of the bishop of the place and upon the sole authorization of its council of administration, may cede, upon such conditions as it determines and even gratuitously, to the corporation of which it is a member, any immovable used as a cemetery of intended to be used as such.

Cession.

Contri-
butions,
etc.

"46. Tout organisme paroissial, avec l'assentiment de l'évêque du lieu, et sur la seule autorisation de son conseil d'administration, peut contribuer au coût de l'agrandissement et de l'entretien d'un cimetière détenu par la corporation dont il est membre; il peut aussi, aux mêmes con-

"46. Any parochial body, with the approval of the bishop of the place and upon the sole authorization of its council of administration, may contribute to the cost of enlarging and maintaining a cemetery held by the corporation of which it is a member; it may also, upon the

Contribu-
tions, etc.

ditions, se porter garant des engagements et des obligations de telle corporation.

same conditions, guarantee the engagements and obligations of such corporation.

SECTION VIII

DIVISION VIII

DISPOSITIONS FINALES

FINAL PROVISIONS

Cessions. "47. Toute corporation de cimetière constituée ou non en vertu de la présente loi, est autorisée, à céder la totalité de ses biens avec obligation de payer son passif à une corporation constituée sous le régime de la présente loi.

Le secrétaire de la province, sur preuve d'une telle cession, est autorisé à déclarer dissoute telle corporation cédante sur requête d'icelle; il donne avis de telle dissolution dans la *Gazette officielle de Québec*.

Déclaration. "48. La corporation doit produire au greffe du district de la Cour supérieure où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés; la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

Registres. "49. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

a) copie des lettres patentes la constituant en corporation ainsi que, s'il y a lieu, de ses lettres patentes supplémentaires;

b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;

c) les noms et sièges sociaux de chaque membre en indiquant pour chacun la date de son admission et celle où il a cessé d'être membre;

d) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque délégué d'un membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de sa nomination et celle où il a cessé d'exercer sa fonction;

e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Cessions. "47. Every cemetery corporation, whether or not incorporated under this act, may transfer the whole of its property with the obligation of paying its liabilities, to a corporation constituted under this act.

The Provincial Secretary, upon proof of such transfer, may declare the latter dissolved upon petition of the latter; he shall give notice of such dissolution in the *Quebec Official Gazette*.

Declaration. "48. The corporation shall file in the office of the Superior Court of the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act; the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Registers. "49. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

a. a copy of the letters patent incorporating it and of its supplementary letters patent, if any;

b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;

c. the names and corporate seats of each member, indicating, as regards each, the date of its admission and the date when it ceased to be a member;

d. the name in full, nationality, address and occupation of each delegate of a member and of each visitor of the corporation, indicating, as regards each, the date of his appointment and the date when he ceased to hold office;

e. the debts secured by hypothec on its immovables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immovables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

- Preuve. Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.
- Extraits. Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir extrait certifié, à ses frais.
- Force probante du certificat. "50. Un certificat du chancelier du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.
- Dissolution. "51. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation autorisée par l'évêque du lieu, peut déclarer telle corporation éteinte; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de telle dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus à l'évêque du lieu."
- Entrée en vigueur. 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
- Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by its secretary.
- Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.
- "50. A certificate of the chancellor of the diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation, shall constitute proof for all purposes that a person holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.
- "51. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation approved by the bishop of the place, may declare such corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall revert to the bishop of the place."
2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Proof.

Extracts.

Value of certificate.

Dissolution.

Coming into force.